

ÉCRITURES NON-PROFESSIONNELLES ET PRISES DE PAROLE

Bernard Pudal

◆ Introduction :

De même que les discours déploratifs dominants sur la lecture méritent d'être discutés, l'opinion dominante d'après laquelle l'écriture serait le domaine réservé des lettrés, petits et grands, mérite elle aussi d'être interrogée. Diverses recherches s'y sont employées, nous conduisant à avoir progressivement un autre regard sur les «écrits ordinaires». L'ethnologie du quotidien, la sociologie de l'éducation, ont récemment pris pour objet ce monde des écrits domestiques¹, privés, ordinaires, considéré comme résiduel ou marginal, ou porté disparu.

Sans nullement prétendre à l'exhaustivité, je souhaite apporter ici quelques pierres à cet édifice afin d'interroger les conditions sociales et politiques qui sont au principe de la rencontre entre les journaux de proximité et les écrivains «ordinaires» susceptibles de se saisir de cette opportunité de publicisation de leurs «points de vue». N'est-il pas possible que les «rencontres» entre les offres institutionnelles d'écriture (par exemple les journaux de quartier, ou d'autres) et les écrivains pressentis ou espérés soient si difficiles à organiser parce que le lieu et les modalités du rendez-vous n'ont pas été convenus d'un commun accord ?

En partant de ce que l'on sait des écrits ordinaires privés, peut-être pourrions-nous contribuer à la réflexion sur ce qui peut en apparaître comme un prolongement souhaitable, les écrits publics, quelques formes qu'ils prennent : journaux d'association, de quartier, d'école, etc. C'est pourquoi je privilégierai ici, dans mes exemples, les écrits privés dont l'enjeu public ou politique est le plus manifeste.

◆ Crises et écritures privées

Lors d'un colloque qui s'est tenu en 1992, Antonio Gibelli, chercheur italien, a rendu compte d'une recherche originale, entreprise dans la région de Roveretto, sur les écrits des soldats italiens durant la première guerre mondiale. L'impulsion initiale avait été une proposition de collecte d'archives épistolaires de familles populaires de la région de Roveretto. Convaincus que ces écrits avaient été de peu d'importance (ne pensait-on pas que nombre des soldats italiens étaient illettrés ?), ou qu'ils avaient été détruits, ces chercheurs avaient lancé cet appel sans

se faire d'illusion sur ses chances de succès. Le résultat dépassa leurs espérances. La collecte permit de faire émerger suffisamment de lettres de soldats pour qu'un ouvrage entier leur soit consacré, *Scrivere per non morire*.² Fort de ce succès inattendu, ces chercheurs ont créé la Federazione degli Archivi di Scrittura Popolare. Le premier enseignement de cette recherche, c'est que les gens écrivent quand ils en éprouvent le besoin. Les écrits populaires de soldats, d'immigrés, et plus généralement de ceux qu'affectent une *séparation*, lorsque cette séparation met gravement en cause leur identité, feraient florès. Les récits de soldats dits illettrés sont évidemment peu orthodoxes mais nombreux : « *there are times when the need to write is so strong that even those who can scarcely do it and possess only an approximate and rudimentary knowledge of it, have to write* »³ (« *Il est des moments où le besoin d'écrire est si fort que même ceux qui n'y recourent que rarement et ne détiennent que d'approximatives et rudimentaires aptitudes, doivent écrire* »). Le second enseignement, c'est donc que les insuffisances dans la maîtrise de l'écrit ne constituent pas un obstacle aussi rédhibitoire qu'on eût pu l'imaginer.

D'autres situations historiques critiques semblent avoir suscité de multiples écrits d'ordre privé : c'est le cas des «écrits pour soi» du monde stalinien (journaux intimes, cahiers personnels, notes éparses). L'ouverture des archives soviétiques aux chercheurs russes et étrangers a d'ores et déjà permis de prendre la mesure des voix de ces innombrables diaristes⁴. Bien loin de n'être seulement que des écrits de «résistance» à l'oppression politique dans un régime de surveillance policière, ces textes confrontent le chercheur à la nécessité de l'analyse compréhensive d'individus «ordinaires» dont les catégories de représentation sont inattendues. Écriture qui privilégie le détail, le quotidien, qui fait état des rumeurs, parfois des espoirs mis dans le régime et dans le travail sur soi que la «naissance du monde nouveau» implique, écriture qui « *opère un époustouflant nivellement événementiel* », « *nivellement qui autorise le diariste à concilier dans une même proposition un embonpoint*

¹ Jean-Pierre ALBERT, «Écritures domestiques», dans Daniel FABRE (dir.), *Écritures ordinaires*, Paris, POL, 1993. ou, pour une synthèse de ses travaux, Bernard LAHIRE, *L'homme pluriel*, Nathan, 1998.

² Pour la France, Cf. par ex. *Nous crions grâce*, recueil de 154 lettres de soldats, présentés par Thierry BONZON et Jean-Louis ROBERT, Ed. Ouvrières, 1989.

³ A. GIBELLI, «Popular writing in the 19th and 20th centuries», Communication inédite, 1992.

⁴ Véronique GARROS, «Voix inouïes sous la Terreur : les grands procès revisités dans l'intimité diariste», URSS, 1936-1938», à paraître dans *Autobiographies, auto-critiques, aveux dans le monde communiste*, Claude PENNETIER-Bernard PUDAL (Dir.), Belin, Automne 2000.

naissant et l'arrestation d'un tiers »⁵, cette écriture privative du monde stalinien, que l'on connaît grâce aux perquisitions du NKVD⁶, atteste en tout cas de l'importance du recours à l'écrit dans le contexte d'une société mutante et répressive.

Ces écrits de « crise », on en retrouve la trace dans d'autres relations épistolaires que celles inhérentes aux relations familiales. Dans la Thèse de science politique qu'elle a consacrée à la trajectoire et à l'œuvre d'Annie Ernaux, Isabelle Charpentier⁷ a pu exploiter une partie du courrier (plusieurs centaines de lettres) reçu par l'écrivain. Annie Ernaux, rappelons-le, est un auteur qui clive la réception critique entre de fervents zéloteurs et d'aussi fervents censeurs. Ses ouvrages, dont les tirages sont généralement importants, les passions qu'elle suscite, sont des symptômes qu'il importe de scruter. Contre l'histoire exégétique lettrée et contre l'histoire des idées désincarnée, Isabelle Charpentier a reconstruit morceau par morceau la constellation « Ernaux » : l'agent social, l'auteur, ses censeurs, l'espace éditorial au sein duquel prend place son œuvre autobiographique, l'évolution de sa position et de son œuvre, le prisme critique et la transformation des rapports de force qui s'y jouent - et dont l'ostracisme dont elle est l'objet est un symptôme -, les diverses communautés de lecteurs (lecteurs sociologues, lecteurs professeurs de français, lecteurs prescripteurs de la lecture publique, lecture écrivains qui prennent la plume sous l'effet de leur lecture d'Ernaux). Peu à peu, l'étude de chacune de ces strates met en lumière l'importance quasi vitale de l'expérience d'une mobilité sociale où les phénomènes d'acculturation, les luttes de classes culturelles, sont au cœur de l'expérience intime de certains agents sociaux et au principe de l'écho que suscite cette œuvre littéraire et non littéraire, dedans-dehors, à l'image même de la reproduction infiniment différenciée des conflits homologues, établis-marginaux dirait Elias, ici vécus en masse et qui accompagnent la mutation scolaire du dernier demi-siècle. Le courrier des lecteurs témoigne des effets de résonance que suscite une œuvre qui autorise maints individus, atomisés souvent, vivant leur honte sociale dans le secret de leur for intérieur, à se dire que leur cas n'est pas personnel ou psychologique, qu'il est un cas parmi d'autres, qu'il n'est qu'un cas parmi d'autres, et à écrire à l'auteur pour le remercier. Bien que limitée à quelques études de cas, nous avons pu, nous aussi, trouver la trace de ce type d'enjeu, associé à des pratiques d'écriture pour soi, dans l'enquête que nous avons consacrée à la lecture, récemment publiée chez Nathan⁸. Plusieurs monographies concernent en effet des lecteurs, pratiquants de l'écrit privé, tous caractérisés par une forte mobilité sociale ascendante.

Ces quelques exemples d'écrits spontanés privés tendent à accréditer l'existence d'un vaste ensemble d'écrits généralement non perçus ou méconnus. De l'écriture de gestion de la

vie quotidienne (listes, répertoires, etc.) à toutes les formes de courriers d'ordre domestique (famille, amis, amour) et aux courriers des lecteurs (aux écrivains, à la presse), en passant par le courrier - qui semble être gigantesque - aux autorités publiques (hommes politiques, administrations), sans oublier les lettres de délation, les lettres anonymes, c'est un véritable flot d'écrits qui irrigue le corps social. À ce premier ensemble s'ajoutent tous les écrits pour soi (carnets de chansons recopiées, de citations, de vers, d'aphorismes) et les récits de soi (journaux intimes, pensées notées), sans omettre les récits autobiographiques de famille, de l'arbre généalogique aux livres de famille. Enfin, il convient aussi de ne pas oublier les récits intimes à prétention littéraire de ceux qu'on pourrait appeler des écrivains d'aspiration⁹. Cette recension n'est pas exhaustive.

Ces écrits ordinaires, pour beaucoup d'entre eux, ont longtemps été ignorés par la recherche. Non seulement parce qu'ils sont difficiles à « collecter », que la plupart d'entre eux sont détruits ou remisés dans de modestes « archives » familiales, mais aussi parce qu'ils posent de délicats problèmes d'analyse, principalement dans tous les cas où, sous l'apparent foisonnement du détail et du quotidien, affleure la question de l'interprétation des cultures populaires, ou plus exactement des modes spécifiquement populaires d'appréhension du monde social.

Dans de nombreux cas, y compris ceux de l'écriture privée « littéraire » destinée à être parfois publicisée, mais pas toujours, ce sont les situations de crise, quelle qu'en soit la cause, qui semblent fréquemment le moteur de l'acte d'écriture. L'écrit est alors une des modalités du travail social et psychologique effectué par les individus pour gérer, comprendre et exprimer leur situation critique¹⁰. Or, nombre de ces crises sont directement en prise avec le politique (guerres, répression, exploitation, domination) ou indirectement (mobilités sociales, migrations).

Entre les écritures non-professionnelles, qui relèvent du domaine privé, dont la dimension collective est manifeste et la

⁵ Véronique GARROS, *citée*.

⁶ Cf Véronique GARROS, Natalia KORENESKAYA and Thomas LAHUSEN, *Intimacy and Terror, Soviet diaries of the 1930s*, New York Press, 1995

⁷ Isabelle CHARPENTIER, : « Une intellectuelle déplacée. Enjeux et usages sociaux et politiques de l'œuvre d'Annie Ernaux (1974-1998) », 2 volumes (731p.), Université de Picardie, 1999.

⁸ G. MAUGER, Cl. POLIAK, B. PUDAL, *Histoires de lecteurs*, Nathan, 1999.

⁹ POLIAK (Claude), « Écritures populaires », *Politix*, n°24, 1993.

¹⁰ Cf. CHAUDRON (Martine), DE SINGLY (François), (dir.), *Identité, lecture, écriture*, Paris, BPPI, 1993.

prise de parole par l'écrit publicisé, il n'y a pas, de prime abord, de solution de continuité.

♦ Écrire et prendre la parole...

Cette profusion d'écrits de non professionnels de l'écriture annoncerait-elle l'émergence d'une prise de parole profane dont l'écrit serait l'un des vecteurs ? Si l'on raisonne par analogie avec ce qui s'est passé au XVIII^e siècle, cette virtualité ne semble pas totalement à exclure.

Un précédent historique : l'espace public au XVIII^e ?

C'est à Jürgen Habermas¹¹ que l'on doit le concept directeur des analyses historiennes qui ont mis en évidence le rôle crucial de l'espace public au XVIII^e siècle. Comme l'écrit Daniel Roche : « *ce qui se joue au XVIII^e siècle, c'est la constitution - par rapport à la société réelle, au gouvernement royal et à l'action pratique et efficace de l'administration monarchique centralisée - d'une opinion guidée par les "gens de lettres", animateurs d'une "politique abstraite et littéraire"* »¹². Habermas a montré « *comment surgit au XVIII^e siècle "une sphère publique politique bourgeoise", espace de discussion soustrait à l'emprise de l'État et critique à l'égard de celui-ci. Si cette sphère est essentiellement qualifiée de bourgeoise, c'est moins parce qu'elle coïncide avec les intérêts et les idées de la bourgeoisie triomphante que parce qu'elle se forme à l'extérieur des espaces traditionnels de débat et d'information qui caractérisent le pouvoir public et la société de cour. Elle se définit d'abord comme le lieu où des personnes privées peuvent faire un usage public de leur raison. Elle correspond à la constitution d'une société civile que fondent l'échange et le travail ainsi que l'autonomie progressivement gagnée des individus dans le procès de privatisation qui a pour origine la sphère intime de la famille restreinte. Désormais la communication postule l'égalité de nature entre les différents participants qui l'animent. la rupture avec la fragmentation des corps et des coutumes, l'extension infinie du domaine de la pensée et de l'action puisque rien ne saurait échapper au jugement critique. La formation d'un espace public rompt avec les modes traditionnels de représentation, par le roi, par l'État et l'administration, par les corps : les hommes éclairés assument dès lors cette mission* »¹³.

Dans ce processus de publication, de publicisation, qui fait de l'opinion publique un juge, un référent, mais un juge « abstrait », aux contours indéfinis, c'est une nouvelle culture politique qui s'apprend et se met en place. Cette nouvelle culture politique change radicalement les règles du jeu de la société absolutiste, société de cour refermée sur elle-même, enfermée même dans une enceinte visible sous Louis XIV, Versailles. Alors que la règle d'or de la monarchie absolue, était selon l'adage, le « gouvernement est le secret du roi », désormais le fonctionnement

du tribunal de l'opinion transfère le siège de l'autorité du seul vouloir du roi au jugement d'une entité qui ne s'incarne dans aucune institution, qui débat publiquement, qui est plus souveraine que le souverain.

Tout cela n'est évidemment possible que grâce à la diffusion de l'écrit. Toute la deuxième moitié du XVIII^e est caractérisée par un conflit entre la censure royale et le développement d'une production pamphlétaire ou littéraire plus ou moins licite ou clandestine. La monarchie elle-même est prise au piège de ce nouveau système et finance des littérateurs qui lui sont favorables. Les plumes serviles ne manquent pas. Mais, ce faisant, la monarchie reconnaît la légitimité de cette « puissance » qu'elle tente d'affronter avec les mêmes armes, sur son terrain. La notion nouvelle d'opinion publique ne désigne pas au XVIII^e l'opinion des français. Si la communication écrite, qui permet la co-présence dans l'absence, crée un espace autonome pour le débat d'idées, un espace indépendant d'entités collectives singulières comme l'armée, l'Église ou l'État, cet espace ne concerne que le public lecteur, le public lettré. L'opinion publique au XVIII^e, c'est le contraire de l'opinion du plus grand nombre. L'opinion publique, c'est l'opinion éclairée par la raison et donc par ceux qui détiennent l'usage lettré, intellectuel, de la raison.

Analogie et différences : aujourd'hui.

La question, aujourd'hui, serait de savoir si un espace public, élargi à l'ensemble de la population, alimenté pour une part par la publication d'écrits d'agents ordinaires, a quelque chance de voir le jour. La profusion des écrits privés, mais aussi l'importance des enjeux collectifs qui s'y reflètent, semble l'attester. Néanmoins, le raisonnement par analogie doit aussi mettre en relief les différences. Les écrits, au XVIII^e, sont le fait de « professionnels » de l'écriture, détenteurs d'une culture légitime. La publicisation des opinions « privées », même si elle a supposé un long combat, fut le fait d'une minorité qui s'érigea légitime représentante. L'écrit privé des agents sociaux ordinaires au XX^e siècle, qui témoigne de l'existence de situations critiques qui pourraient être pensées politiquement, atteste du besoin d'expression des opinions populaires. Néanmoins, ce recours à l'écrit privé semble relever de tactiques individuelles où le politique n'est qu'indirectement présent et s'exprime dans une langue qui n'est pas nécessairement conforme aux canons de la culture légitime. Les institutions susceptibles de proposer la

¹¹ Jürgen HABERMAS, *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1978

¹² Daniel ROCHE, *La France des Lumières*, Fayard, 1993, p. 377.

¹³ *Ibid.*, p. 380.

publication-publicisation d'opinions profanes ont-elles réellement intérêt à le faire ?

Il a existé au XX^e siècle des précédents aux expériences actuelles qui font appel à la publicisation des opinions populaires. C'est évidemment du côté des institutions qui représentaient les classes populaires qu'il faut les chercher. Ce fut le cas du PCF, dans les années vingt, où plusieurs expériences furent tentées, qui échouèrent. Les PC furent « invités » par l'Internationale Communiste, à partir de 1924, à se « bolcheviser », ce qui veut dire entre autres choses à affirmer leur caractère ouvrier non seulement dans les instances dirigeantes, à tous les niveaux de l'appareil partisan, mais aussi dans leur mode d'organisation (cellules d'entreprises contre sections territoriales). Cette bolchevisation devait aussi avoir des effets sur le journal du Parti. C'est dans ce contexte que fut créée une rubrique « Nos correspondants ouvriers » qui publia « *de nombreux extraits de lettres de militants ou sympathisants* »¹⁴ L'expérience dura deux ans. L'étude précise de la fréquence mensuelle de ces articles fait apparaître que d'octobre 1924 à février 1926, on passe de 30 contributions en moyenne à deux. A partir d'avril 1926 s'estompa ce volontarisme d'institution et on en revint dans la presse communiste au classique de courriers de lecteurs à l'entière discrétion de la direction du Journal. L'échec de cette prose ouvrière semble tenir au fait que les récits attendus ne correspondaient pas aux récits reçus. On peut le déduire des consignes d'écriture qui sont progressivement élaborées : on demande aux correspondants ouvriers d'écrire « *clairement* », « *familièrement* », de façon « *compréhensible* » et « *simple* ». Les articles doivent être courts, le style doit être « *sans recherche* », « *sans fard* », « *brutal* », avec « *beaucoup d'esprit* »... Par contre, les correspondants ouvriers doivent éviter « *la politique pure* », les « *sujets abstraits* », les sujets « *extraordinaires* », les articles longs. Les correspondants ouvriers ne doivent pas se prendre pour des écrivains, éviter les « *méchantes caricatures de L'Humanité* », les « *fleurs de rhétorique* », « *l'aspect alléchant* », les « *belles phrases* » et les « *savantes digressions* »¹⁵. Autrement dit les correspondants ouvriers sont invités à illustrer clairement et simplement la politique du Parti mais ne doivent pas la discuter. On ne doit pas voir les « *maladresses* », ni s'imaginer profiter de cette aubaine pour faire état de ses « *pensées* »... L'Humanité aurait été, peut-être, beaucoup plus intéressante si l'on avait publié des textes longs, compliqués, abstraits, maladroits, où s'exprimait réellement l'identité en crise des correspondants ouvriers. Les textes simples du réalisme socialiste des quelques individus qu'on autorisera à devenir des écrivains prolétariens ne sont plus guère lus et ne nous parlent que de l'organisation partisane et de ses enjeux d'institution.

Cet exemple, dont on peut penser qu'il n'est pas spécifique au communisme, met en évidence les difficultés de la rencontre entre les offres d'écriture et les « demandes » d'écrits. Ces difficultés tiennent à la fois au poids de la culture légitime dans le modèle de l'espace public « bourgeois », qui hante nécessairement toute entreprise d'écrits de proximité. Elles tiennent aux enjeux propres à ceux qui « organisent » cette rencontre. Ce poids de la culture légitime, ces intérêts spécifiques des intermédiaires culturels, agissent à la façon d'une censure implicite. S'il en est ainsi, l'expression écrite des agents sociaux ordinaires n'accéderait que très difficilement à la publicisation, même lorsqu'on se donne comme projet explicite de la faciliter, parce que pèsent sur elle de multiples formes directes et indirectes de censure.

Par contre, il arrive que de l'univers ouvrier proviennent des écrits libres, résultant inattendus d'une écriture à la fois individuelle et collective où un groupe prend une parole que met en écriture l'un des siens. C'est le cas de l'ouvrage de Marcel Durand (pseudonyme), ouvrier aux usines Peugeot de Montbelliard, *Grain de sable sous le capot*.¹⁶ Donnant à entendre « *la voix de ce qu'on serait tenté d'appeler un "ouvrier ordinaire"* »¹⁷ ce témoignage des plus critiques sur le monde de l'usine, oeuvre individuelle mais aussi collective, discutée et enrichie par un groupe d'O.S. proche de l'auteur, est aussi un acte de lutte pour une dignité ouvrière que blesse et désoriente la crise actuelle de la classe ouvrière et son isolement symbolique. Ce cas est peut-être exemplaire¹⁸ : ne rappelle-t-il pas tout simplement qu'il n'y a de raison de publiciser son opinion et de l'écrire, pour un non-professionnel de l'écriture, que prise dans un combat collectif qui lui donne son sens...

Bernard PUDAL

¹⁴ Nicolas BOISSÉE, *L'ouvriérisation du P.C.F. : lutte contre les intellectuels ? Une lecture de L'Humanité, 1921-1926*. Mémoire de DEA, Paris I, 1991, 176p, p. 116.

¹⁵ Cf le Tableau d'oppositions construit par Nicolas BOISSÉE, p. 134.

¹⁶ Marcel DURAND, *Grain de sable sous le capot*, Paris, La Brèche, 1991

¹⁷ Cf. l'analyse des conditions de production de cet ouvrage que proposent Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX dans *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999, pp. 35 et suivantes.

¹⁸ Olivier SCHWARTZ relate une intervention dans l'espace public d'une ouvrière du Nord qui « fait connaître par voie de presse qu'elle poursuivra en justice toute personne qui parlera de son poids » (p. 493), annonce qui ne prend sens que dans une histoire à la fois singulière et collective, celle des évolutions actuelles du monde ouvrier. Il note que « le procédé de l'annonce dans la presse lui a également permis de commencer à parler elle-même de son propre corps et de briser ainsi l'oppression muette dans laquelle elle était enfermée jusque-là » (p.494), *Le monde privé des ouvriers*, PUF, 1990.